

Alors, elle n'est pas meilleure et moins chère, mon eau ?

Pour la création d'une régie publique de l'eau

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la commune de Bures-sur-Yvette fait partie des 27 villes de la nouvelle Communauté d'agglomération Paris Saclay (CPS). Les lois qui ont organisé la réforme territoriale prévoient qu'à compter du 1^{er} janvier 2020 ce sont les agglomérations qui auront en charge d'organiser le service de distribution de l'eau potable et de gérer les réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

Dans notre ville, le service de l'eau est confié, jusqu'en 2018, à une entreprise privée (Suez ex Lyonnaise des Eaux) dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Mais l'échéance de 2020 à l'échelle de l'agglomération peut être l'occasion de se poser cette question : pourquoi la CPS ne gèrerait-elle pas elle-même cette compétence dans le cadre d'une régie publique ?

De nombreux citoyens de la CPS souhaitent cette solution.

Les communistes sont de ceux-là.

Privilégier la rente de situation des multinationales en prolongeant les

DSP ou choisir une nouvelle donne économique, démocratique et environnementale en construisant la régie publique : tel est l'enjeu du débat qui doit être un débat citoyen à mille voix. Les communistes du territoire sont décidés à y apporter leur pierre. Et vous ?

Avec d'autres citoyens, associations et partis, nous avons contribué à la création de l'association Aggl'Eau CPS.

Cette association a pour objectif de favoriser l'appropriation citoyenne du débat sur les enjeux économiques et écologiques de l'eau et de promouvoir une gestion publique et proche du citoyen. Aggl'Eau CPS regroupe des membres de tous horizons, venant de la majorité des communes de l'agglomération, et qui partagent ces objectifs.

Pour contacter le collectif : aggleau-cps@ouvaton.org



Comment faire face au terrorisme ?

Il faut d'abord exprimer dans l'unité du peuple la solidarité aux victimes et à leurs familles. Cette solidarité doit venir et vient de toute la société, croyants de toutes religions et non-croyants. Extraits d'une interview donnée par H. Wulfranc maire (PCF) de Saint-Étienne du Rouvray à L'Humanité :

L'Humanité : Que dites-vous aux citoyens qui, au-delà du terrorisme, s'inquiètent des réactions et du chemin que pourrait prendre la France dans cette épreuve ?

Hubert Wulfranc : Je leur dis d'abord de s'exprimer avec sérénité et fermeté. Je leur dis ce que j'ai essayé de dire aux adultes de Saint-Étienne-du-Rouvray : veillez à votre parole et à la mesure de vos paroles. Soyez acteurs et soyez vigilants à la modération de vos actes, surtout si vous êtes sur le fil sombre. Je leur dis à la fois de dialoguer, de rappeler dans quelle société ils veulent vivre, et de faire attention au quotidien s'ils sont en colère, s'ils sont dans le rejet. Si par exemple quelqu'un entre dans une logique d'exclusion, je lui dis que cela n'est pas juste pour ceux qu'il exclut, mais je lui dis aussi que cela va se retourner contre lui, ou contre ses enfants. Quand on s'invente des ennemis, on en crée, et à la fin tout le monde est toujours perdant.

L'Humanité : Pensez-vous que la France est en guerre, comme le déclare le président de la République ?

Hubert Wulfranc : La France mène des actes et des missions militaires à l'étranger. C'est une réalité. Mais jusqu'à preuve du contraire, sur le terrain de nos villes et de nos villages, je ne vois pas de citoyens en situation de guerre civile effective. Il est primordial de le préserver. Nous avons beaucoup de travail à mener sur les conditions de préservation de cet état de paix effectif.

L'Humanité : L'un des deux terroristes qui ont tué le père Hamel était stéphanois. Il se disait musulman. Comment les habitants ressentent-ils cela ?

Hubert Wulfranc : Le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam. Beaucoup le comprennent. Dans notre ville, la démonstration a été faite qu'il y a une tolérance, une acceptation entre les croyants de toutes religions et les non-croyants... Mais nous devons tous veiller et travailler au dialogue et à la paix. C'est ce que faisait le père Hamel. C'est ce que fait l'imam Karabila. Si on ne fait pas ça, on laisse les portes de la boutique ouvertes à ceux qui ne sont pas républicains.

L'Humanité : Quand le pape dit que l'argent est le premier facteur du terrorisme mondial, cela vous parle ?

Hubert Wulfranc : Les valeurs de respect, de justice, de paix, d'amour sont partagées par beaucoup. Nous avons donc des choses à nous dire, avec cette religion et aussi avec les autres ! Ce que dit ici le pape, c'est plutôt pas mal, non ? Tous les citoyens doivent réfléchir dignement, avec bienveillance, en tant que citoyens. C'est comme ça que l'on trouvera les bonnes solutions. Elles ne peuvent être que démocratiques et communes.

Que faut-il faire et ne pas faire pour lutter efficacement contre le terrorisme ?

1. Il ne sert à rien de multiplier les lois (et d'en faire voter de nouvelles dangereuses pour les libertés) ou de prendre des mesures « symboliques » déshonorantes telles que la déchéance de nationalité. De plus le bilan de l'application de l'état d'urgence est mince. Il faut que la justice et les forces de l'ordre aient les moyens de faire appliquer les lois qui existent. Ce n'est pas le cas actuellement pour une large part des services concernés. Deux chiffres en disent long : la France est au 37^e rang européen (sur 45 pays) en termes de budget alloué à la justice par habitant ; un an de probation suit 120 personnes en France, 60 en Allemagne, 30 au Canada... Il n'y a pas d'alternative au recrutement de personnels qualifiés pour la justice et la police

2. Il faut traiter des problèmes sociaux qui font des jeunes des cités des proies faciles pour les aventuriers extrémistes : lutter efficacement contre le chômage, que l'accès à une éducation nationale de qualité ne soit pas fictif comme il l'est en Seine Saint-Denis et trop souvent dans les banlieues populaires, que l'accès au logement, aux transports, soient équitables.

3. Il faut cesser les interventions impérialistes au Moyen Orient (Libye, Irak...) facteurs de déstabilisation de toute la région. ISIS (Daech) est l'enfant des guerres du Golfe, et a été fortifié par la guerre en Libye. Les catastrophes humanitaires d'Alep et du Yémen en sont conséquence.

Il faut favoriser le dialogue politique pour en finir avec les dictateurs et monarches intégristes que ce soit ceux de Syrie, du Qatar ou d'Arabie. Il faut que le peuple Palestinien dispose d'un État viable, dans la limite de la ligne verte (la frontière de 1967).

Vœux pieu dira-t-on, certainement pas. Par sa puissance économique l'Europe a des moyens de pression sur tous les acteurs de la région, elle doit en particulier cesser d'y vendre des armes qui bien souvent finissent aux mains de Daech.

De la compréhension chez François Hollande.

(avec le Qatar, rassurez-vous, pas avec les salariés)

François Hollande au Qatar en juin 2013

« Tous les présidents successifs en France y ont veillé avec leur tempérament, leur façon de faire, mais pour nous c'est une constante de l'action politique extérieure. Nous savons où sont nos amis », a-t-il assuré évoquant « une estime réciproque, une compréhension » entre les deux pays. La projet de gazoduc qatari au travers de la Syrie aide certainement à la compréhension...

Compréhension pour le traitement, relevant de l'esclavagisme, des ouvriers asiatiques sur le chantier du Mondial 2022 (où des centaines d'entre eux sont morts) :

F. Hollande a assuré que la France était prête à « accompagner les grands projets du Qatar pour les années qui viennent », et à lui apporter « son expérience » pour l'organisation du Mondial 2022 de football organisé dans l'émirat.

Le Républicain de BURES

Journal des Communistes



Novembre 2016

« Serons-nous la gauche la plus bête d'Europe ? »

C'était la question posée par Pierre Laurent dans une tribune écrite en août. Il reprenait cette question dans son discours à la Fête de l'Humanité, dont voici un extrait :

... Bien sûr, c'était une provocation pour attirer l'attention sur un problème sérieux. Le scénario qu'on nous vend pour 2017 est dangereux pour la France. Le FN est plus que jamais en embuscade. Marine Le Pen n'a même plus besoin de parler, la droite et le gouvernement se chargent de lui faire une campagne sur mesure. Mais qui est Marine Le Pen ? Marine Le Pen c'est l'outrance et le nationalisme de Donald Trump, le libéralisme de Theresa May, et le racisme et l'autoritarisme de l'extrême droite autrichienne. Pourtant, c'est bien elle et son parti de haine qui chaque jour gagnent du terrain. Les Républicains, eux, s'entredéchirent aujourd'hui mais seront bientôt en ordre de bataille pour mener à terme leur projet de destruction du modèle social français. Quant à Emmanuel Macron, le renard du Medef lâché dans le poulailler socialiste, l'homme qui fait du neuf avec du vieux et du vieux avec du neuf, il ne fait que tirer davantage à droite, un échiquier politique qui n'a pourtant pas besoin de ça.

Et pendant ce temps-là, la gauche de progrès a décidé de faire tourner à plein la machine à perdre en multipliant les candidatures. C'est totalement fou et irresponsable. Pourtant, regardez cette Fête, écoutez le pays mobilisé contre la loi travail, celui qui résiste aux divisions et aux haines.

Il existe une majorité sociale de progrès dans notre pays et il est de notre devoir de la transformer en majorité politique. Divisés nous perdrons, unis nous pouvons sérieusement envisager de lever une majorité de gouvernement.



Et c'est pourquoi nous allons jusqu'au bout travailler à faire du commun. C'est trop tard ? Non, il ne sera jamais trop tard.

2017
Vivement
LA GAUCHE

Pour une candidature unique de la gauche d'alternative à la politique du gouvernement !

2017, Vivement la gauche !

Il est temps d'arrêter la dispersion et la division de celles et ceux qui à gauche veulent vraiment proposer une alternative à la droite déchaînée, au FN menaçant et à la politique du quinquennat Hollande. Pour une France digne de son histoire, de ses valeurs humanistes. Pour gouverner sans trahir, sans se soumettre à la finance et au Medef. Un seul candidat, ou une seule candidate, et la victoire devient possible.

Nous appelons tous les candidats de la gauche d'alternative à la politique du gouvernement à se rassembler pour construire une nouvelle majorité politique à gauche autour d'un ou d'une seule d'entre eux à l'élection présidentielle.

Pétition adressée aux candidats de la gauche d'alternative à la politique du gouvernement.

Pour signer :

<https://www.change.org/p/aux-candidat-e-s-de-la-gauche-d-alternative-%C3%A0-la-politique-du-gouvernement-2017-vivement-la-gauche>

Conjurer la catastrophe

Un paysage désolant

Le gouvernement persiste dans la voie du libéralisme. En refusant d'affronter la finance, en mettant en œuvre l'austérité qu'il critiquait hier, en bafouant la démocratie par l'utilisation du 49-3, il a semé le désarroi dans le peuple de gauche.

La droite s'est engouffrée dans la brèche ainsi ouverte. Décomplexée, elle avance des mesures de régression d'une ampleur inimaginable il y a encore peu de temps. Les propos des candidats à la primaire de la droite dépassent en outrance ceux de l'extrême droite, qui en est confortée. Le PS joue alors la carte de « Avec moi, évitons le pire ». De ce jeu le peuple de gauche ne veut plus être dupe.

Malheureusement à gauche, pour le moment, la dispersion l'emporte. L'élection présidentielle, en véritable machine infernale, favorise l'exaltation des egos. Le manque de débat politique sur les grands enjeux freine la mise en évidence des convergences possibles.

Mais tout n'est pas perdu.

En profondeur, les ressources existent. Le printemps social a montré qu'il existe dans notre pays une majorité contre la loi « Travail » et pour un code du Travail du XXI^e siècle. Même si cette majorité n'est pas pour le moment visible dans le paysage politique, elle existe.

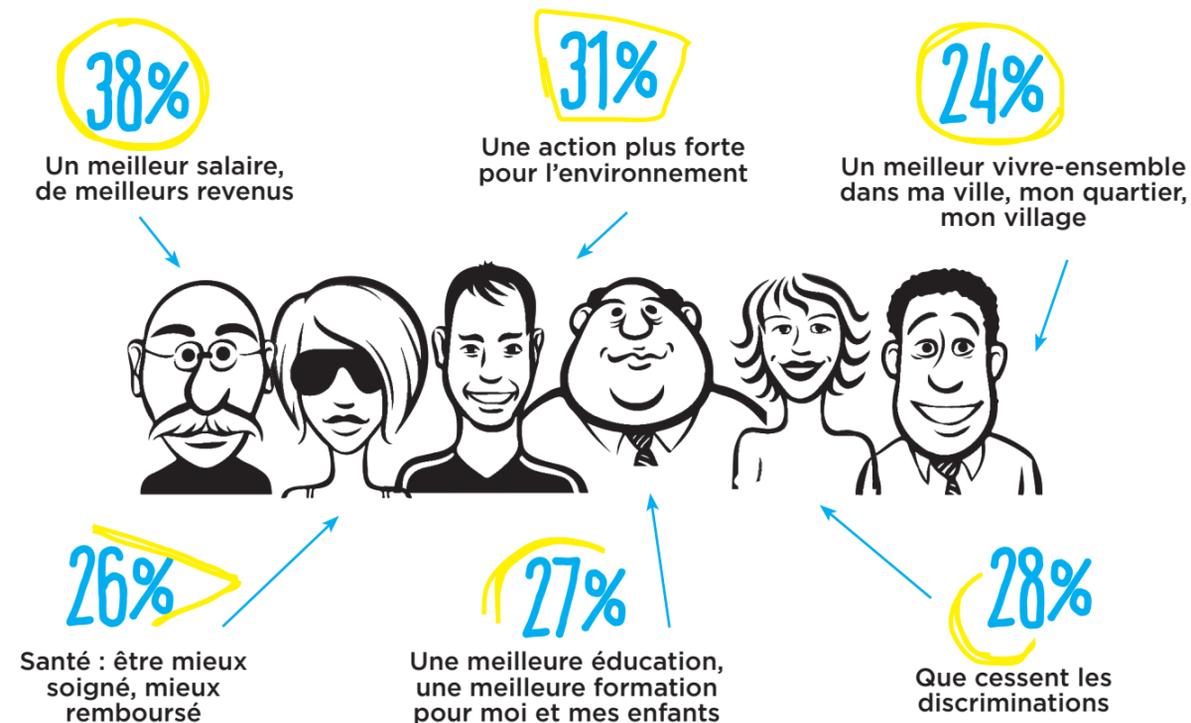
Les communistes vont continuer de chercher à créer des convergences entre toutes les forces qui refusent l'austérité et l'autoritarisme. Ils vont continuer de chercher à faire émerger un pacte d'engagements communs qui pourrait unir les forces aujourd'hui dispersées. L'envie de politique et de république, l'envie de gauche et d'égalité, l'envie de changer les choses et de sortir de la domination de la finance sont toujours vivantes dans le peuple de France.

Avec vous, faisons en sorte que ces envies s'affichent au grand jour, dans tous les combats, qu'ils soient électoraux – législatives et présidentielles – ou non.

65 000 questionnaires dépouillés !

QUE DEMANDE LE PEUPLE : Les résultats

CE QUI VOUS PRÉOCCUPE



CE QUE VOUS PENSEZ

- 78%** estiment que les responsables de la crise sont les banques, les grands actionnaires et la finance
- 71%** rejettent l'idée qu'« on vit de plus en plus mal et c'est une fatalité, on n'y peut rien »
- 70%** disent que le capitalisme est un mauvais système pour l'humanité et la planète
- 65%** déclarent qu'en France « on manque de rêves et d'utopies »
- 71%** pensent qu'ils peuvent « jouer un rôle pour transformer la société ».

CE QUE VOUS PROPOSEZ

PAR ORDRE DE PRIORITÉ

- 1 Renégocier les traités européens** pour stopper l'austérité (69%)
- 2 Fonder une nouvelle République** avec plus de pouvoir au peuple (68%)
- 3 Pour 64% des participants, réduire le temps de travail** peut créer beaucoup d'emplois
- 4 Limiter le pouvoir des actionnaires** en donnant de nouveaux droits aux salariés dans l'entreprise (62%)
- 5 Arrêter les privatisations** et reconstruire un secteur public efficace (52%)

CE QUE VOUS ATTENDEZ DE LA POLITIQUE

- Qu'elle empêche la loi du plus fort, construite de l'égalité (59%)
- Qu'elle respecte les aspirations populaires (50%)
- Qu'elle transforme la société et la rende meilleure (48%)

Le que nous proposons après cette enquête

Les attentes sont là : vivre mieux, vivre bien. Quand on écoute bien ce que disent les hommes et les femmes de ce pays, il y a de la colère. Chacune et chacun veut être respecté, chacune et chacun veut des droits. Aujourd'hui, ces aspirations largement partagées semblent absentes du débat politique. Il est temps de faire entendre les exigences populaires. À partir de cette consultation, le PCF entre en campagne en proposant 7 axes d'action pour construire la France en commun en choisissant l'Humain d'abord.

- 1 Nous allons continuer à vous donner la parole.**
- 2 Nous allons porter haut les aspirations progressistes les plus fortes.**
- 3 Nous allons mener bataille avec vous pour changer la politique et changer les choses.**

1 Prendre le pouvoir sur la finance

Tout commence par là pour nous donner les moyens de notre politique. Face aux banques qui spéculent, à la fraude fiscale, aux dividendes records alors que les salaires stagnent, prenons le pouvoir sur la finance pour une autre utilisation de l'argent !

↳ **Notre première mesure : la création d'un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP-Paribas et de la Société générale.**

2 Investir pour demain

Libérer le travail, donner la priorité à la jeunesse, investir dans l'éducation, la culture, le sport et le numérique : telles sont nos priorités pour changer la société et construire la France de demain.

↳ **Notre première mesure : l'abrogation de la loi El Khomri au profit d'une loi de la sécurisation de l'emploi et de la formation, du passage aux 32h et de la retraite à 60 ans.**

3 L'égalité femmes-hommes maintenant !

Parce qu'il est plus que temps d'en finir avec l'inégalité salariale de 27% en moyenne, le fléau des violences faites aux femmes et le sexisme, nous ferons de l'impératif d'égalité une grande cause nationale par la création d'un ministère de pleins droits pour l'égalité femmes-hommes.

↳ **Notre première mesure : un renforcement immédiat des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle.**

4 Une France protectrice et solidaire

Bâtir une sécurité durable, c'est mettre fin à l'austérité budgétaire pour renforcer la protection sociale et nos services publics, reconstruire une politique de sécurité intérieure dotée de moyens de proximité (police, justice, protection de la jeunesse) et agir pour la paix.

↳ **Notre première mesure : plan de relance des services publics et lutte contre les inégalités (suppression de la TVA sur les produits**

de 1^{ère} nécessité et l'interdiction des coupures d'énergie et d'eau, et des expulsions locatives pour cause de précarité).

5 Produire autrement

À la rentabilité maximum, nous opposons un nouveau mode de développement durable et écologique reposant sur le renouveau industriel, la transition de notre modèle agricole et répondant aux besoins.

↳ **Notre première mesure : 1 million d'emplois dans les filières d'avenir : l'énergie avec notamment les énergies renouvelables, l'automobile propre, les transports urbains et ferroviaires, la rénovation thermique des bâtiments, l'agriculture paysanne, l'aérospatiale, la navale et le numérique.**

6 De la nouvelle République au renouveau de la politique

Nous voulons plus de pouvoirs pour les citoyens et les travailleurs ainsi que la réalisation concrète d'une République de l'égalité. Nous proposons d'instaurer une nouvelle République, de construire un nouveau pacte républicain, de changer la politique et ses pratiques.

↳ **Notre première mesure : la réduction des pouvoirs du Président de la République et la suppression du 49-3 au profit d'un renforcement de ceux de l'Assemblée et la stricte limitation du cumul des mandats accompagnée d'un statut de l'élu.**

7 L'offensive pour changer l'Europe

Seuls nous ne combattons pas les forces de l'argent organisées à l'échelle mondiale et ne pourrions pas relever les grands défis mondiaux : nous avons besoin d'une nouvelle Europe solidaire et démocratique. Pour la construire, la France doit se faire respecter et agir pour transformer les règles.

↳ **Notre première mesure : l'abrogation du traité budgétaire européen, quitte à retirer la signature de la France, au profit d'une loi anti-dumping social et de la création d'un fonds européen pour l'investissement et la création d'emplois.**

+ D'INFOS ? REGARDEZ "CE QUE DEMANDE LE PEUPLE, L'ÉMISSION" SUR PCF.FR